

Voilà pour les travaux de la Chambre jusqu'à mardi. Nous communiquerons avec les cabinets des partis de l'opposition pour les informer de l'ordre du jour de mercredi prochain.

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Traduction]

LOI PORTANT POUVOIR D'EMPRUNT, 1989-1990

MESURE D'ÉTABLISSEMENT

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Wilson (Etobicoke-Centre): que le projet de loi C-11, Loi portant pouvoir d'emprunt, soit lu pour la deuxième fois et renvoyé à un comité législatif.

M. Felix Holtmann (Portage—Interlake): Monsieur le Président, pendant la période de questions, j'ai cité l'article intitulé «Comment s'est-on fourré dans un tel pétrin?» Je parlais du projet de loi C-11, qui permettrait au gouvernement d'emprunter 25 milliards de dollars. Je disais que c'est à partir de 1968, année où les Libéraux ont pris le pouvoir, que nous avons commencé à accumuler cet affreux déficit. Ce déficit n'a pas cessé de s'accroître jusqu'en 1984, année où, en prenant le pouvoir, nous avons hérité d'un trou de 38 milliards de dollars. Un député du Nouveau Parti démocratique me regarde dans le blanc des yeux en ce moment. Il s'en souvient mieux que quiconque.

Dès son premier budget, notre ministre des Finances (M. Wilson), a renversé la vapeur et réduit le déficit et, en 1985, selon cet article, il l'avait abaissé à 34 milliards de dollars, soit 4 milliards de moins. Ce n'est pas rien. C'est ce que les députés libéraux affirmaient vouloir faire pendant la dernière campagne électorale. Ils disaient qu'ils voulaient commencer à réduire le déficit.

L'année suivante, en 1986, toujours selon cet article, le déficit fédéral a encore diminué de 4 milliards de dollars. Comment les députés d'en face peuvent-ils nous reprocher si vertement de vouloir rétablir l'économie, réduire le déficit? Ils ne cessent pas de nous pousser à la dépense. Que les Canadiens et les Canadiennes sachent que, depuis notre réélection en 1988, les députés de l'opposition n'ont pas cessé de nous demander de dépenser toujours davantage. En fait, ils vont probablement se prononcer contre ce projet de loi portant pouvoir d'em-

Pouvoir d'emprunt—Loi

prunt, car il ne prévoit pas des crédits suffisants. Ils voudraient accroître encore davantage notre déficit.

M. Murphy: Parlez-nous de la base de Portage.

M. Holtmann: Je l'ai fait. Le député m'invite à parler de la base de Portage. S'il avait été parmi nous plus tôt, il m'aurait entendu aborder cette question et préciser comment nous allons résoudre le problème. Nous allons créer davantage d'emplois avant que notre mandat ne se termine. Le député devrait se pencher sur l'avenir de Churchill et ses projets de création d'emplois à cet endroit. C'est ce dont il devrait s'occuper, mais je suis persuadé qu'il n'en fera rien. Il n'offrira jamais une solution permettant d'apporter la prospérité au nord du Manitoba. Il vit à Winnipeg, il n'est même pas établi dans sa circonscription et ne la représente pas comme il le devrait.

Pour poursuivre, en 1988, le déficit était encore trop élevé, et je suis persuadé que les néo-démocrates voudraient également trouver des façons de le réduire.

• (1520)

Cependant, leur représentant a déclaré que nous devrions consacrer davantage à la défense. Il devra s'entendre là-dessus avec ses collègues dans le coin. Je rappelle qu'au cours de la campagne électorale, les néo-démocrates ont déclaré qu'ils allaient retirer toutes nos troupes d'Europe et revenir sur nos engagements envers l'OTAN. C'est ce qu'ils étaient censés faire. Ils devaient prendre l'argent en question pour le consacrer à l'assistance sociale plutôt. Ils ont trouvé alors tout l'argent voulu, et aujourd'hui, le député de Brant (M. Blackburn) affirme qu'on aurait dû procéder différemment. Il dépense maintenant l'argent que vous, députés de l'arrière-ban, mettiez de côté. La logique de mes collègues néo-démocrates est vraiment remarquable. Ont-ils vraiment une solution à proposer pour réduire le déficit? Intervenez et dites-nous comment vous cesseriez d'imposer ce terrible déficit à vos enfants. Quelles mesures allez-vous prendre à cet effet? Monsieur le Président, ils n'ont absolument aucun plan d'action.

En terminant, je voudrais inviter tous les Canadiens à voir s'ils peuvent obtenir de leur député une copie de cet article paru dans le numéro du dimanche 23 avril 1989 de la *Gazette* de Montréal, dans lequel on explique à quoi sont attribuables nos problèmes actuels. Ils s'apercevront que c'est le gouvernement conservateur qui va nous sortir de la situation précaire où nous sommes.

M. le vice-président: Reprenons le débat avec le député d'Esquimalt—Juan de Fuca (M. Barrett).